



Si la crise des chaînes d'approvisionnement mondiales observées durant la crise du Covid 19 ainsi que l'agression russe en Ukraine ont fait prendre conscience aux pays européens de leurs dépendances stratégiques, il devient manifeste que, sur le plan militaire, cette mue intellectuelle n'est toujours pas opérée. Ainsi, les plans massifs de réarmement déployés par les pays d'Europe orientale et occidentale semblent demeurer enclins aux réflexes du « monde d'avant » : acheter du matériel étatsunien et déconsidérer l'Union européenne comme acteur pertinent.



Un partenaire américain en déclin

Premièrement, le complexe militaro industriel américain, bien que colossal, n'en demeure pas moins fini. Aussi, le secteur de l'armement dopé par les plans d'armement à destination de l'Ukraine ainsi les commandes des pays européens notamment la Pologne, l'Allemagne ou encore le Danemark peine à délivrer en temps et en heure. Certains experts font en effet état d'une certaine 'surchauffe' du secteur. De surcroît, un angle mort de notre dépendance collective au matériel étatsunien demeure l'extraterritorialité du droit américain vis-à-vis des exportations d'armes. Effectivement, l'*International Traffic in Arms Regulation* (ITAR) impose de recevoir l'assentiment du Pentagone pour la moindre exportation de tout matériel au cours de la fabrication duquel un employé américain aurait participé.

Au surplus, si l'armement fait d'emblée penser à des biens matériels, la guerre du XXIe siècle demeure largement basé sur l'exploitation de systèmes informatiques complexes, de plus en plus entraînés par intelligence artificielle. En outre, depuis la crise de 2008 et l'administration Obama, le « pivot vers l'Asie » des États-Unis était très clairs. L'Europe n'intéresse plus nos alliés d'outre-Atlantique. Aussi, le parapluie

nucléaire américain, aux yeux des responsables politiques et militaires représente un coût considérable pour un avantage quasi-inexistant. L'Union européenne semble réaliser à la faveur de la guerre en Ukraine et surtout de l'administration Trump son réveil stratégique comme en témoigne le sommet du 3 février à Bruxelles entre les 27 et le Royaume-Uni. La perspective d'un emprunt commun de quelque 500 milliards d'euros, à condition de financer des projets européens représenterait une opportunité sans précédent d'affirmer la souveraineté militaire du continent.

La nécessaire revigoration du tissu industriel européen

D'autre part, le sous-investissement chronique dans l'industrie de défense de l'Europe constitue de nos jours une menace existentielle. Galvanisés par la fin de la guerre froide et « la fin de l'Histoire » (F. Fukuyama), nous avons collectivement oublié le péril d'un conflit armé de haute intensité. « Les dividendes de la paix » pourraient bien nous coûter très cher si l'Union européenne qui demeure, visiblement le seul acteur pertinent de la défense européenne ne se réveillait pas. Aussi, l'attitude de certains gouvernements notamment d'Olaf Scholz attachée au partenaire américain ne perçoit pas le changement de paradigme que représente Trump II. La création d'un géant européen de la défense sur le modèle d'Airbus demeure inéluctable.

L'industrie au sens de la fabrication matérielle de biens doit se réimplanter sur le sol européen, particulièrement les matériels à la criticité irréfutable comme les semi-conducteurs, les usines de poudre ainsi que les sidérurgies de pointe. In fine, l'Union européenne sort petit à petit de son insouciance adolescente vis-à-vis de la défense. Puisse-t-elle entrer dans l'âge adulte rapidement !

